

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

Marseille, le 13 JUIL. 1999

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme CONSOLE

Tél : 04.91.15.69.32

N° 99-221/159-1998-A

ARRETE D'AUTORISATION
applicable à la Société des PAPETERIES ETIENNE
sise en ARLES - 29 avenue de Camargue

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par la Société des PAPETERIES ETIENNE en vue d'augmenter sa production et de modifier son mode de production de papier à onduler à ARLES - 29 avenue de Camargue ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1998 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique en mairie d'Arles et Fourques (30) ;

VU l'avis du Sous-Préfet d'Arles du 11 août 1998 ;

VU l'avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile du 10 novembre 1998 ;

VU l'avis du Conseil municipal de Fourques du 30 novembre 1998 ;

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 19 décembre 1998 ;

VU l'avis de la Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation professionnelle du 21 décembre 1998 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 24 décembre 1998 ;

VU l'avis et le rapport du commissaire enquêteur du 29 décembre 1998 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 19 janvier 1999 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipeement du 20 janvier 1999 ;

VU l'avis du Chef du Service Navigation Rhône-Saône du 27 janvier 1999 ;

VU les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des 14 septembre 1998 et 11 mai 1999 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 3 juin 1999 ;

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières en vue de réduire ces nuisances,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE**ARTICLE 1^{er}**

La S.A. PAPETERIES ETIENNE, sise 29 Avenue de Camargue – B.P. 97 – 13632 ARLES CEDEX, est autorisée à exploiter une usine de fabrication de papier à onduler dont la capacité maximale de production sera strictement limitée à 700 tonnes par jour.

Cette unité soumise à autorisation relève des rubriques suivantes :

Rubriques	Désignation de l'activité	Grandeurs caractéristiques	Régime
329	Papiers usés ou souillés – stockage et tri. La quantité emmagasinée est supérieure à 50 t	28 000 tonnes	A
2430.2	Préparation de la pâte à papier 2. Autres pâtes	Capacité maxi : 800 tonnes/jour	A
2440	Fabrication de papier carton	Machine 1 : 155 t/j maxi Machine 3 : 545 t/j maxi Total : 700 t/j maxi	A
1530.1	Dépôts de papier, carton ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant : 1. Supérieure à 20 000 m ³	Vieux papiers : 28 000 t Produits finis : 7 500 t	A
2920.2.b	Réfrigération ou compression (installation de) La puissance absorbée étant : 2b) supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	P. installée : 2 x 110 kW + 1 x 110 kW en secours	D
2910.A.2	Combustion : L'installation consomme exclusivement seul ou en mélange du gaz naturel. 2. Supérieure à 20 MW	1 chaudière gaz 32.6 MW 1 chaudière gaz 6.9 MW 1 chaudière gaz 17 MW total : 56.5 MW	A
1630	Soude (emploi ou stockage) Quantité totale inférieure à 100 t	Déminéralisation : 18 t Station : 60 t	NC
253 (1430)	Liquides inflammables (dépôts de) Catégorie 1	Fuel léger : 1 cuve de 8 m ³ Fuel lourd : 1 cuve 40 m ³ 1 cuve 1000 m ³ inutilisée Essence : 1 cuve 4 m ³ Gasoil : 1 cuve 2 m ³ 1 cuve 12 m ³	D
1434	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) Supérieure à 1 m ³ /h mais inférieure à 20 m ³ /h	1 poste de distribution de super carburant 1 poste de distribution de gasoil	D
1411.3	Gazomètres et réservoirs de gaz comprimé renfermant des gaz inflammables La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	Méthane : 1 gazomètre 100 m ³	D
1611	Acide chlorhydrique à plus de 20 % (emploi ou stockage) Inférieure à 50 tonnes	1 cuve de 18 tonnes	NC
1418	Acétylène (stockage ou emploi de) Inférieure à 100 kg	15 bouteilles de 4 m ³	NC
1220	Oxygène (emploi et stockage de) Inférieure à 2 tonnes	15 bouteilles de 10.6 m ³	NC
167 A	Déchets industriels provenant d'installations classées A. Station de transit		A
1720.4b	Substances radioactives (utilisation) sous forme de sources scellées Krypton 85 – Groupe 4	Nombre de sources : Machine 1 : 2 x 9.25 GBq Machine 3 : 2 x 9.25 GBq	NC
2930	Ateliers de réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : Surface inférieure à 500 m ²	Environ 270 m ²	NC

A : Activité soumise à autorisation

D : Activité soumise à déclaration

NC : Activité non classée.

ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

L'unité de production est composée des ensembles suivants :

A – Un parc de déchargement et de stockage de vieux papiers en balles compactes d'environ 900 kg ($2 \text{ m}^3 : 1 \text{ m} \times 1 \text{ m} \times 2 \text{ m}$).

Ce parc a une superficie d'environ 35000 m^2

B – Une chaîne de traitement des vieux papiers essentiellement composée des éléments suivants :

⇒ Deux pulpeurs constitués d'une cuve et d'un rotor muni d'ailettes. Un sas permet d'éliminer les corps lourds ; un toron récupère les plastiques et fils de fer ; une pompe extrait en continu la pâte diluée au travers d'une grille (trous de 12 mm) servant de filtre grossier.

⇒ deux lignes de fabrication, chacune comportant deux niveaux d'épuration de la pâte :

- épuration tourbillonnaire des particules lourdes (graviers, agrafes, morceaux de verre...),
- épuration sous pression des particules de dimension plus réduite qui sont retirées dans trois étages d'épurateurs équipés de tambours perforés (trous de 1,8 mm de diamètre).

• Fabrication papiers ligne n° 1 (machine 1)

La machine 1 produit essentiellement de la cannelure (papier destiné à être ondulé pour composer l'intérieur du carton). L'aspect fini ne constitue pas une caractéristique prépondérante ; la pâte utilisée provient directement du second niveau d'épuration.

Caractéristiques de la machine 1 après transformation.

♦ laize :	utile	:	2,25 m
	maximale	:	2,70 m
♦ plage de grammage :			110 à 180 g/m ²
♦ vitesse de fabrication :			320 à 400 m/mn
♦ production moyenne :			135 t/jour
♦ production maximale :			155 t/jour

• Fabrication papier ligne n° 3 (machine 3)

La machine 3 produit de la couverture (papier destiné à former la partie extérieure et intérieure du carton). Pour obtenir un aspect de qualité suffisante, un traitement supplémentaire est nécessaire. Le papier formant la partie extérieure du carton doit être d'excellente qualité (pas de points, pas de tâches...). C'est pourquoi la pâte utilisée dans la ligne 3 est fractionnée en deux qualités différentes par passage dans deux épurateurs sous pression, qui séparent la pâte en deux fractions en fonction de la longueur des fibres :

- ♦ la fraction fibre courte,
- ♦ la fraction fibre longue comportant des impuretés.

La fraction fibre courte est utilisée pour la confection de la couche inférieure du papier couverture non visible, la fraction fibre longue subit un nouveau traitement : après concentration, elle est chauffée à haute température par injection de vapeur ; une friction mécanique rend les impuretés plus malléables pour les exploser en particules plus fines qui seront invisibles dans le produit fini qui sera utilisé pour la confection de la couche visible du papier couverture.

Caractéristiques de la machine 3 après transformation :

♦ laize :	utile	:	2,55 m
	maximale	:	3,55 m
♦ plage de grammage :			140 à 240 g/m ²
♦ vitesse de fabrication :			430 à 800 m/mn
♦ production moyenne :			390 t/jour
♦ production maximale :			545 t/jour

C – Une installation de traitement des eaux.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

3.1 – Dispositions administratives

3.1.1 – Dispositions générales

Les installations seront situées, installées et exploitées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les dispositions de l'arrêté du 6 janvier 1994 relatif à l'industrie papetière sont applicables à l'établissement.

3.1.2 – Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées pourra demander en tant que de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non par un organisme tiers qu'il aura choisi, des prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux de déchets ou des sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'installation. Les frais occasionnés par ces contrôles inopinés ou non sont à la charge de l'exploitant.

3.1.3 – Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant deux ans, trois ans et cinq ans à la disposition de l'Inspection des Installations Classées qui pourra par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

3.1.4 – Consignes

Les consignes prévues au présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

3.1.5 – Modifications de l'installation

Exception faite des conséquences pouvant résulter des prescriptions contenues dans le présent arrêté, toute modification notable des conditions de fonctionnement de l'installation sera portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

3.1.6 – Incidents – Accidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976. Il établira un rapport circonstancié permettant de dégager les causes et les conséquences de l'incident et il indiquera les dispositions prises pour éviter son renouvellement.

3.1.7 – Démantèlement

Lors de l'arrêt définitif des installations, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient pour le voisinage ou l'environnement.

En particulier, il procédera :

- ⇒ au nettoyage des installations et stockages et fera traiter les déchets récupérés dans des centres autorisés à cet effet,
- ⇒ au démontage des installations et évacuera tous débris ou ferrailles vers des établissements de récupération ou décharges autorisées à cet effet,
- ⇒ à la réhabilitation des sols et sous-sols contenant des produits polluants.

3.2 – Dispositions techniques

3.2.1 – Conception des installations

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de technique de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

3.2.2 – Canalisations de transport de fluides

3.2.2.1 - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes canalisations seront repérées conformément aux règles en vigueur.

3.2.2.2. - Les circuits de fluides sous pression et de vapeur seront conçus et exploités conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Ils devront être vérifiés régulièrement.

3.2.2.3 - Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur.

3.2.3 – Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

3.2.4 – Réserves de matières consommables

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants^{1/4}

3.2.5 – Clôture et gardiennage

L'établissement sera efficacement fermé sur la totalité de sa périphérie (hors berges du Rhône) par une clôture, les accès seront fermés en dehors des heures de travail. L'exploitant organisera une surveillance des locaux et notamment des zones présentant des risques d'incendie, d'explosion et de pollution accidentelle. A cette fin, une consigne sera établie sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien ou la société de gardiennage. Tout autre système de surveillance notamment à distance, devra préalablement obtenir l'agrément de l'Inspection des Installations Classées.

3.2.6 – Circulation

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement, notamment au moyen de panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes, etc^{1/4}

Les accès et aires de circulation seront correctement revêtus et maintenus en permanence en bon état et dégagés de tous obstacles. Les bâtiments, ateliers et dépôts devront être facilement accessibles par les services de secours et les accès seront aménagés pour éviter des manœuvres aux véhicules et secours. Une voie "engins" permettra de faire le tour des bâtiments et installations.

ARTICLE 4 – PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

4.1 – Dispositions générales

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau : notamment les eaux de fabrication doivent être recyclées le plus possible dans la mesure des contraintes de qualité de fabrication, les eaux de refroidissement être totalement recyclées, en accord avec les dispositions de l'instruction du 10 août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau.

4.2 – Prélèvement d'eau au Rhône

L'usage d'une prise d'eau avec rejet est autorisée en bordure du Rhône, P.K. 283, 795 rive droite, pour assurer l'alimentation en eau de l'établissement.

4.2.1 – Caractéristique de l'installation

Le terrain réservé aux installations de prélèvement comprend une parcelle occupée par les installations de prise où sont implantées :

- 2 canalisations de diamètre 0,5 m alimentant chacune 1 pompe de 500 m³/h dont une sert de secours empruntant le domaine public sur une longueur de 10 m,
- 1 canalisation de diamètre 0,3 m alimentant une pompe de 300 m³/h utilisée pour la sécurité incendie empruntant le domaine public sur une longueur de 10 m.

4.2.2. – Le débit maximum de l'installation autorisée est de 500 m³/h. (Hors sécurité incendie)

Les installations de prélèvements d'eau devront être munies d'un compteur qui sera relevé quotidiennement. Les résultats seront portés sur un registre.

ARTICLE 5 – PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES ET DES RISQUES

5.1 – Prévention de la pollution des eaux

5.1.1 – Description actuelle des points de rejets

Les rejets de l'établissement comportent :

- ⇒ les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toitures...),
- ⇒ les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (parc vieux papiers...),
- ⇒ les eaux de refroidissement (cf. point 4.1 ci-dessus),
- ⇒ les eaux sanitaires et domestiques,
- ⇒ les eaux usées de procédé.

Les diverses eaux seront collectées dans un réseau séparatif de caniveaux et acheminées selon leur nature, vers une installation de traitement ou directement vers le milieu récepteur.

L'usine rejette ses effluents liquides au travers de quatre émissaires aboutissant au Rhône :

- ⇒ Le rejet R1 (PK 283, 620) constitué d'une canalisation en béton de Ø 0,3 m draine les eaux de refroidissement des machines ainsi que les eaux pluviales des bâtiments des machines,
- ⇒ Le rejet R2 (PK 283, 650) constitué d'une canalisation en béton de Ø 0,8 m : point de rejet de l'effluent procédé après traitement,
- ⇒ Le rejet R3 (PK 283, 800) constitué d'une canalisation en acier de Ø 0,25 m concerne les eaux de refroidissement ainsi que les eaux pluviales de l'atelier vieux papiers,
- ⇒ Le rejet R4 (PK 283, 930) constitué d'une canalisation en béton de Ø 0,8 m : point de rejet des eaux pluviales du parc vieux papiers.

5.1.2 – Caractérisation des effluents aqueux

5.1.2.1 – Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées

Ce sont essentiellement les eaux de toitures. Elles sont rejetées directement au Rhône par les émissaires R1 et R3.

5.1.2.2 – Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales du parc vieux papiers sont collectées dans un fossé ceinturant le parc et rejoignent l'émissaire R4.

Les eaux pluviales de voiries, parking... convergent vers les égouts R1 et R3.

Toutes dispositions seront prises afin d'éviter les pollutions et les risques liés à l'entreposage et aux opérations de tri de vieux papiers :

Plus particulièrement :

- ⇒ les aires de stockage seront ceinturées par une clôture et une haie d'arbres sur le flanc nord de manière à éviter les envols de vieux papiers,
- ⇒ les balles seront entreposées par lots séparés par des allées de circulation suffisamment larges pour permettre l'intervention et la circulation des engins de défense incendie,
- ⇒ les balles seront stockées sur des aires étanches.

Avant le 31 décembre 2000, les dispositions suivantes seront effectives :

- ⇒ le fossé entourant le parc vieux papiers sera aménagé pour être capable de recueillir le premier flot d'eaux pluviales (10 premières minutes de l'orage décennal – 60 mm en une heure – sur une surface de 35 000 m², soit environ 350 m³). Les eaux ainsi collectées seront dirigées vers la station d'épuration afin d'être traitées avant rejet au milieu naturel.
- ⇒ les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront collectées et confinées en totalité (environ 1000 m³) pour traitement avant rejet au milieu naturel.

5.1.2.3 – Eaux de refroidissement

Elles résultent du fonctionnement des machines. Elles seront intégralement recyclées.

5.1.2.4 – Eaux sanitaires

Elles seront collectées par réseau particulier et dirigées vers des installations conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental.

5.1.2.5 – Eaux usées de procédé

Les eaux de procédé (atelier de trituration, ateliers machines à papiers...) seront collectées. Elles seront recyclées au mieux, soit brutes en fabrication, soit après clarification par flottation et stockage dans un réservoir de 270 m³ dans les réseaux de dilution, de rinçage et de lavage. L'excédent non réutilisé sera traité dans la station de traitement des eaux avant rejet au milieu naturel.

L'exploitant veillera par tous moyens appropriés à minimiser cet excès d'eau.

5.1.3 – Rétentions

Toutes dispositions seront prises pour éviter une pollution accidentelle des eaux superficielles et souterraines. En particulier, les sols des ateliers seront conçus de manière à permettre la collecte et la rétention des produits, des égouttures, des hydrocarbures, etc/4

Les adjuvants seront stockés en rétention. Leur préparation et leur manipulation seront étudiées pour éviter toute fuite.

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux seront construits selon les règles de l'art et équipés d'une mesure de niveau. Ils feront l'objet des vérifications prévues à l'article 3.2.1. de l'arrêté ministériel du 06 janvier 1994.

Ils seront installés dans des cuvettes de rétention conformes aux dispositions de l'article 3.2.2. de l'arrêté ministériel du 06 janvier 1994.

5.1.4 – Conditions de rejets

Les caractéristiques des eaux épurées rejetées doivent permettre de conserver en tout temps aux eaux superficielles et aux eaux souterraines les objectifs de qualité qui leur sont assignés.

A cet effet, les installations de traitement doivent être :

- ⇒ conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations,
- ⇒ conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les valeurs limites, mesurées sur les effluents bruts non décantés et avant toute dilution, ne doivent pas dépasser les valeurs fixées au paragraphe ci-après.

Les prélèvements, mesurés et analysés seront réalisés à partir de méthodes de référence sur des échantillons représentatifs du rejet et effectués au plus près du point de rejet.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

La dilution est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Le rejet direct ou indirect d'eaux usées, même traitées, dans une nappe souterraine est interdit.

Les dispositifs de rejet doivent être aménagés de manière à réduire la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur, à ses abords en fonction de l'utilisation de l'eau, à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent permettre la mesure du débit et le prélèvement en continu d'échantillons représentatifs des rejets.

Ces dispositifs doivent être commodément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Toutes dispositions seront prises afin d'éviter la remontée des eaux du Rhône à l'intérieur de l'établissement.

5.1.5 – Valeurs limites de rejets

5.1.5.1 – Dès notification du présent arrêté

Le niveau maximal des flux polluants rejetés par l'usine est fixé par le ratio de pollution moyenne mensuelle suivant, qui correspond à la situation constatée au premier semestre 1998 tenant compte du non fonctionnement de la station de traitement anaérobie.

• MES	: 1,9 kg/t
• DBO ₅	: 12,5 kg/t
• DCO	: 24,5 kg/t

Autres niveaux à respecter dès notification du présent arrêté :

- pH (norme NF T 90 008) compris entre 5,5 et 8,5,
- Température inférieure à 30°C, cette température maximale est portée à 35°C en cas de traitement anaérobie,
- Azote global : flux journalier inférieur à 200 kg/j,
- Phosphore total : flux journalier inférieur à 60 kg/j,
- Indice phénols :
 - Concentration maximale instantanée inférieure à 0,3 mg/l,
 - Flux journalier inférieur à 800 g/j.
- Composés organiques du chlore (AOX) :
 - Concentration maximale instantanée inférieure à 5 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j,
 - Flux journalier inférieur à 8 kg/j.
- Hydrocarbures totaux :
 - Concentration maximale instantanée inférieure à 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/l,
 - Flux journalier inférieur à 10 kg/j.
- Substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement (rejet au Rhône) :
 - Telles que listées aux annexes IV.A, à IV c2 de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994,
 - Substances listées en annexe IV a : 0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j,
 - Substances listées en annexe IV b : 1,5 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j,
 - Substances listées en annexes IV c1 et c2 : 8 mg/l sur le rejet dépasse 10 g/j.

5.1.5.2 – Premier programme de réduction des flux polluants

Au 30 septembre 1999, le flux polluant général des rejets de l'usine sera de :

- MES : 1,9 kg/t
- DBO₅ : 2,5 kg/t
- DCO : 9,0 kg/t

5.1.5.3 – Second programme de réduction des flux polluants

L'exploitant devra mettre en place, avant la fin de l'an 2000, les dispositions nécessaires afin d'obtenir, au plus tard au 31 décembre 2000, les valeurs de rejet conformes à l'arrêté ministériel du 06 janvier 1994, soit :

- MES : 1,9 kg/t
- DBO₅ : 1,9 kg/t
- DCO : 8,0 kg/t

5.1.6 – Mesures des rejets

L'exploitation doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les paramètres suivants seront mesurés selon la périodicité ci-dessous à partir d'un échantillon représentatif des rejets prélevé sur une durée de 24 h proportionnellement au débit :

- Débit, pH, température : en continu,
- MES, DCO : une analyse journalière,
- DBO₅ : une analyse hebdomadaire,
- AOX, hydrocarbures, azote et phosphore : une analyse annuelle,
- COT : en continu.

Les résultats des mesures doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées selon les modalités en accord avec elle, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives prévues ou mises en œuvre.

5.2 – Prévention de la pollution de l'air

5.2.1 – Généralités

Toutes dispositions seront prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des site.

Tout brûlage à l'air libre est interdit. (hors torchère de la station anaérobie)

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses doivent être prises.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents (amidon, ...) doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration seront raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire à la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, dépoussiéreurs...).

Les stockages des autres produits en vrac doivent être réalisés dans la mesure du possible dans des espaces fermés ; à défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction et de l'implantation, que de l'exploitation doivent être mises en œuvre.

5.2.2 – Installations de combustion

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie sont applicables de plein droit à l'établissement.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion sera d'au moins 12 m/s.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1977 relatif à la visite et à l'examen approfondi des installations consommant de l'énergie thermique sont applicables à ces installations.

5.2.3 – Mesures

Une campagne de mesures annuelle portant sur les paramètres suivants :

- * poussières totales,
- * monoxyde de carbone,
- * oxydes d'azote,
- * oxydes de soufre,

Permettra de situer les rejets des installations par rapport aux seuils fixés aux points 14.2.1 à 14.2.4 de l'arrêté ministériel.

Les résultats seront transmis à l'Inspection des Installations Classées accompagnés d'un court rapport de présentation.

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre émis sur l'ensemble du site sera établi annuellement.

Les résultats de ces contrôles doivent être adressés dans le mois qui suit leur réception à l'Inspection des Installations Classées accompagnés des commentaires nécessaires.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour :

- ⇒ limiter les odeurs provenant du traitement des effluents,
- ⇒ éviter en toute circonstance, à l'exception des traitements anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

5.3 – Prévention des nuisances sonores

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 – Titre VIII relatif au bruit émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux limites de bruit exprimés en dB(A) engendrés par le fonctionnement de l'établissement ne devront pas excéder 70 dB(A) en limite de propriété.

5.4 – Déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter la production de déchets, sous produits et résidus de fabrication, tant en quantité qu'en toxicité, et pour assurer une bonne gestion des déchets.

L'emploi des technologies propres doit être chaque fois que possible retenu et la valorisation des déchets sera préférée à tout autre mode de traitement, ceci afin de limiter notamment la mise en décharge.

Une information et des inscriptions doivent être réalisées à l'attention du personnel pour toutes les opérations ayant trait à la collecte, au tri, à la manutention et au stockage des déchets.

Les déchets seront collectés de manière sélective dans les différents ateliers et triés. En particulier, les déchets industriels banals et spéciaux seront stockés séparément de façon claire.

Chaque catégorie de déchets sera clairement identifiée et repérée. En particulier, les déchets toxiques ou polluants seront traités dans des conditions de sécurité équivalentes aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne le conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes.

Les déchets solides ou pâteux produits par l'établissement seront stockés avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (notamment prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'article 1^{er} de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Ceux susceptibles de contenir des produits polluants seront stockés sur une aire plane, étanche, munie au minimum d'un système de drainage des eaux de pluie vers un fossé de récupération et d'un point de collecte.

Ces déchets avant leur valorisation ou leur élimination seront stockés dans des récipients (réservoirs, fûts...) en bon état placés dans des cuvettes de rétention étanches conformes aux dispositions de l'article 3.2.2. de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 susvisé.

Les déchets industriels qui ne peuvent pas être valorisés seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, dans des conditions assurant la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en prouver l'élimination sur demande de l'Inspection des Installations Classées.

Dans ce cadre, il justifiera à compter du 1^{er} juillet 2002 le caractère ultime, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge et tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation de tous les déchets spéciaux produits par ses activités.

L'exploitant s'assurera que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport, de transvasement ou de déchargement, et les réglementations applicables à leur activité (notamment le règlement sur le transport des matières dangereuses pour les déchets industriels spéciaux).

En application du principe de proximité, l'exploitant limitera le transport des déchets en distance et en volume.

L'exploitant tiendra une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement. A cet effet, un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu à jour :

- ⇒ natures et quantités des déchets de l'établissement en distinguant les déchets d'emballage,
- ⇒ classification des déchets suivant la nomenclature officielle du 11 novembre 1997,
- ⇒ dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- ⇒ identité des entreprises assurant les enlèvements de déchets,
- ⇒ identité des entreprises assurant le traitement,
- ⇒ adresse du centre de traitement, mode d'élimination,
- ⇒ les termes du contrat de cession passé avec l'exploitant agréé ou l'intermédiaire déclaré pour les déchets d'emballage. Le contrat mentionnera la nature et les quantités de déchets d'emballage pris en charge.

Ce registre est mis, à sa demande, à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Pour faire application du décret du 13 juillet 1994 réglementant l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages, l'exploitant est tenu :

- ⇒ soit d'éliminer ou de faire éliminer ses emballages par valorisation matière ou énergétique dans des installations agréées,
- ⇒ soit de les remettre à un intermédiaire assurant une activité de transport, négoce, courtage de déchets, régie par l'article 8 du décret susvisé.

Dans le cas de cession des déchets à un tiers, celle-ci doit faire l'objet d'un contrat.

5.5 – Sécurité incendie

5.5.1 – Généralités

L'exploitant prendra toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organisera sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il mettra en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel, tels que vannes de gaz, arrêts coups de poing 1/4 seront implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre et/ou seront installés de façon redondante et judicieusement répartis.

Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en œuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne seront effectués qu'après délivrance d'un permis de feu ou de travail dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail.

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, feront l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- ⇒ date et nature des vérifications,
- ⇒ personne ou organisme chargé de la vérification,
- ⇒ motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident,
- ⇒ un éclairage de sécurité doit être réalisé conformément à l'arrêté du 10 novembre 1976.

Les installations électriques seront réalisées, exploitées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art, elle sera distincte de celle du paratonnerre, la valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur.

Les installations seront protégées contre les effets de la foudre, conformément à la circulaire et à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 ainsi qu'à la norme NF-C 1700.

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement devront satisfaire aux prescriptions du décret du 2 avril 1926 modifié pour les appareils à pression de vapeur et du décret du 18 janvier 1943 pour les appareils à pression de gaz.

Le réseau d'eau d'incendie sera protégé contre le gel et comportera des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.

Des extincteurs appropriés aux risques seront également disponibles sur le site en nombre suffisant ; ils seront régulièrement vérifiés et leur emplacement clairement signalé.

Les installations seront en permanence accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'accès à l'usine sera réglementé.

Les produits chimiques seront stockés par famille en fonction de leur dangerosité et de leur explosivité.

5.5.2 – Prescriptions particulières

5.5.2.1 – Moyens en alimentation d'eau

Les moyens mis en place pour l'alimentation en eau d'extinction d'incendie seront correctement entretenus et leur fonctionnement régulièrement vérifié. Le débit d'eau disponible en interne à l'établissement sera d'au moins 300 m³/h.

5.5.2.2 – Matériel mobile d'intervention

L'inventaire de ce matériel sera soumis à l'approbation des Services d'Incendie et de Secours. Il sera correctement entretenu et remplacé en tant que de besoin.

5.5.2.3 – Plans et exercices de lutte contre l'incendie

Le schéma des réseaux de lutte contre l'incendie sera tenu à jour et communiqué au Chef de Corps des Sapeurs Pompiers de la Ville d'Arles. Il en sera de même pour l'inventaire du matériel mobile visé au paragraphe précédent et pour les plans de circulation et d'accès aux installations.

Des exercices périodiques de lutte contre l'incendie seront organisés par l'exploitant avec la collaboration des Sapeurs Pompiers dans la limite des moyens disponibles par ces Services ; ces exercices devront permettre aux divers personnels de mettre en œuvre l'ensemble des équipements de lutte et de défense contre l'incendie et d'évaluer les temps d'intervention nécessaires lors d'incidents simulés.

5.5.2.4 – Plan d'Opération Interne

Le Plan d'Alerte et d'Intervention Incendie actuel de l'établissement sera actualisé pour tenir compte des modifications prévues au projet. Ce plan définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et d'alerte ainsi que les moyens à mettre en œuvre en cas d'incendie.

Il sera transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'Inspection des Installations Classées. Il sera soumis à l'avis du C.H.S.C.T. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.

La mise à jour de ce document sera assurée en tant que de besoin.

5.6 - Dépôt de liquides inflammables

Les dépôts de liquides inflammables doivent être conçus et exploités conformément aux dispositions de l'arrêté type 253.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS DIVERSES

L'administration pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

Rappel des échéances :

Objet	Echéance
1 ^{er} programme de réduction des flux polluants	30 septembre 1999
2 ^{ème} programme de réduction des flux polluants	31 décembre 2000
Traitement des eaux du parc vieux papiers	31 décembre 2000

ARTICLE 7

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

ARTICLE 8

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

ARTICLE 9

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par des dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 10

Les prescriptions techniques contenues dans l'arrêté n° 98-376/52-1998 A du 15 octobre 1998 ne sont plus applicables à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 11

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 12

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

DRIRE

ARTICLE 13

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire d'ARLES,
- Le Maire de FOURQUES,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection civile,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Chef du Service Navigation Rhône-Saône,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Marseille, le 13 JUL. 1999

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre SOUBELET

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,

M. Inve
Martine INVERNON